

Chambre des Représentants

Kamer der Volksvertegenwoordigers

26 MARS 1947.

26 MAART 1947.

PROPOSITION DE LOI

concernant l'Œuvre Nationale des Orphelins
des guerres 1914-1918 et 1940-1945.

WETSVOORSTEL

betreffende het Nationaal Werk
voor Oorlogsweezen 1914-1918 en 1940-1945.

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION (1)

PAR M. DESCAMPE.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE (1) UITGEBRACHT

DOOR DEN HEER DESCAMPE.

MESDAMES, MESSIEURS,

MEVROUWEN, MIJNE HEEREN,

Dans le rapport déposé à la Chambre en 1919 sur le projet de loi instituant l'Œuvre Nationale des Orphelins de la Guerre, M. de Wouters d'Oplinter, rapporteur, s'exprimait en ces termes :

In het in 1919 bij de Kamer ingediende verslag over het wetsontwerp tot oprichting van het Nationaal Werk voor Oorlogsweezen, drukte de heer de Wouters d'Oplinter, verslaggever, zich uit als volgt :

« Les infortunes de la guerre ont fait surgir de toute part de magnifiques dévouements. Avec une spontanéité particulièrement touchante, les mains se sont tendues vers ceux que l'héroïsme de leur père avait fait orphelins. L'effort a été considérable et fructueux.

« De oorlogsrampen hebben allerzijds de schitterendste daden van toewijding doen ontstaan. Bijzonder treffend en spontaan strekten de handen zich uit naar degenen die door de heldhaftigheid van hun vader weezen waren geworden. De poging is buitengewoon en vruchtbaar geweest.

« Les enfants de nos soldats tombés au Champ d'Honneur, les enfants des victimes de l'oppression de l'ennemi sont devenus les enfants de la Nation.

« De kinderen van onze op het eereveld gesneuvelde soldaten, de kinderen der slachtoffers van 's vijands verdrukking, zijn de kinderen der Natie geworden.

« Le Gouvernement vous demande aujourd'hui de le mettre à même d'acquitter une dette sacrée. La Cham-

« De Regeering vraagt U thans haar in de mogelijkheid te stellen een geheiligden plicht te volbrengen. De Kamer

(1) Composition de la Commission : M^{me} Blume-Grégoire, présidente; MM. Carton de Wiart, Collard, Dehandschutter, Descampe, Discry, Dupont, Eckelers, Fayat, Grégoire-Cloes (M^{me}), Janssens (Charles), Lefèvre (Théodore), Oblin, Spinoy, Van den Bergh (Félix).

Voir :

153 (1946) : Proposition de loi.

(1) Samenstelling van de Commissie : Mevr. Blume-Grégoire, voorzitter; de heeren Carton de Wiart, Collard, Dehandschutter, Descampe, Discry, Dupont, Eckelers, Fayat, Grégoire-Cloes (Mevr.), Janssens (Charles), Lefèvre (Théodore), Oblin, Spinoy, Van den Bergh (Félix).

Zie :

153 (1946) : Wetsvoorstel.

» bre n'hésitera pas à lui prêter son chaleureux concours.

» Le projet qui vous est soumis n'a d'autre but que de
» consolider, par la tutelle et la garantie de l'Etat, les
» Œuvres de l'initiative privée centralisée déjà pendant
» la guerre sous l'égide du Comité National.

» Trop souvent nos travaux sont sévères et arides. Pour
» cette fois, le cœur reprend ses droits. Votre Commission
» l'a senti et c'est avec une réelle émotion qu'elle s'est
» acquittée de sa tâche. »

Nous sommes appelés à légiférer dans des circonstances identiques à celles de 1919 et les paroles de M. de Wouters d'Oplinter restent d'une brûlante actualité.

**

La loi du 15 juin 1919 instituant l'Œuvre Nationale des Orphelins de la Guerre stipulait dans son article 3 :

« L'Œuvre Nationale des Orphelins de la Guerre sera
» dissoute par arrêté royal, après achèvement de sa mission et au plus tard le 31 décembre 1939. »

Elle fut prorogée une première fois pour un terme de cinq ans par la loi du 23 décembre 1939 et une seconde fois jusqu'au 1^{er} novembre 1945 par un arrêté-loi du 23 décembre 1944.

Entretiens, M. Marteaux, Ministre de la Santé Publique, avait déposé, sur le Bureau de la Chambre, le 17 octobre 1945, un projet de loi prorogeant pour une durée de vingt années la loi du 15 juin 1919.

La dissolution des Chambres du 9 janvier 1946 rendit caduc le projet de loi qui, pour des raisons que nous ignorons, ne fut plus repris par le Gouvernement après les élections législatives du 17 février 1946.

Plusieurs parlementaires appartenant à tous les partis reprirent le projet de loi de l'honorable M. Marteaux et le déposèrent sur le bureau de la Chambre le 2 juillet 1946.

Ils ne pouvaient pas prévoir, à cette date, que par arrêté-loi du 8 juillet 1946, la loi du 15 juin 1919 serait prorogée une nouvelle fois jusqu'au 31 décembre 1947.

C'est la raison pour laquelle notre Commission a remplacé, à l'article 5 du projet, les mots : « 1^{er} novembre 1945 » par : « 31 décembre 1947 » — et « 23 décembre 1944 » par : « 8 juillet 1946 ».

Il est temps de mettre fin à cette série de prorogations pour des périodes de courte durée.

C'est l'objet de l'article 5 de la proposition qui propose la durée de l'O. N. O. G. jusqu'au 31 décembre 1966 au plus tard.

**

L'article premier nouveau complète la définition de l'orphelin de guerre donnée par la loi du 15 juin 1919 en précisant que seront réputés tels, les enfants mineurs dont

» zal niet aarzelen haar krachtige medehulp daartoe te
» verleen.

» Het wetsontwerp dat U wordt voorgelegd, heeft overigens geen ander doel dan, onder de voogdij en den waarborg van den Staat, de Werken te verstevigen van het persoonlijk initiatief reeds onder den oorlog samen-gebracht onder de hoede van het Nationaal Comité.

» Al te gemakkelijk is de geest van onze werken streng en dor, maar hier herneemt het hart zijn recht. Uw Commissie heeft dit gevoeld, en 't is met een wezenlijke ontroering dat zij zich van haar taak heeft gekweten. »

Wij moeten thans een wet maken in dezelfde omstandigheden als deze van 1919 en de woorden van den heer de Wouters d'Oplinter zijn nog steeds zeer actueel.

**

De wet van 15 Juni 1919 houdende instelling van het Nationaal Werk voor Oorlogsweezen, bepaalde in haar artikel 3 :

« Het Nationaal Werk voor Oorlogsweezen zal bij Koninklijk besluit worden ontbonden nadat het zijn taak heeft volbracht en uiterlijk op 31 December 1939. »

Zij werd een eerste maal verlengd voor een tijdperk van 5 jaar door de wet van 23 December 1939 en, een tweede maal, tot 1 November 1945, bij een besluitwet van 23 December 1944.

Intusschen, had de heer Marteaux, Minister van Volksgezondheid, op 17 October 1945 bij de Kamer een wetsontwerp ingediend tot verlenging, voor een termijn van 20 jaar, van de wet van 15 Juni 1919.

De ontbinding van de Kamers, op 9 Januari 1946, deed het wetsontwerp vervallen dat, om redenen die ons onbekend zijn, door de Regeering niet werd overgenomen na de Wetgevende verkiezingen van 17 Februari 1946.

Verschillende parlementsleden, uit alle partijen, namen het wetsontwerp van den heer Marteaux over en legden het in de Kamer ter tafel op 2 Juli 1946.

Zij konden op dien datum niet voorzien, dat de wet van 15 Juni 1919 bij besluitwet van 8 Juli 1946 andermaal zou worden verlengd tot 31 December 1947.

Om die reden heeft onze Commissie in artikel 5 van het ontwerp de woorden : « 1 November 1945 » door « 31 December 1947 » en « 23 December 1944 » door « 8 Juli 1946 » vervangen.

Het is tijd, dat een einde wordt gemaakt aan deze reeks van verlengingen voor termijnen van korten duur.

Dat is het doel van artikel 5 van het voorstel, dat den termijn van het N. W. O. W. uiterlijk tot 31 December 1966 verlengt.

**

Het eerste artikel (nieuw) vult de bepaling aan van de oorlogsweezen die gegeven wordt door de wet van 15 Juni 1919 en verklaart, dat als dusdanig worden beschouwd de

le père, ou en cas de prédécès du père, la mère ou le soutien de famille, a succombé ou viendrait à succomber par suite d'une cause imputée à la guerre par les autorités compétentes au lieu de: les enfants mineurs dont... ont péri par suite de faits de guerre.

La Commission a estimé que le quatrième alinéa de l'article premier de la proposition commençant par ces mots: « y sont également assimilés » pouvait être supprimé si, au deuxième alinéa du même article, il était ajouté après les mots les enfants mineurs: « même ceux nés de mariage contractés après le 11 novembre 1918 ».

La Commission s'est demandé pourquoi il était nécessaire de parler des enfants mineurs nés de mariages contractés après le 11 novembre 1918.

En voici les raisons:

L'article 3 de la loi du 15 juin 1919 stipulait que l'O.N.O.G. serait dissoute au plus tard le 31 décembre 1939.

Comme elle ne patronnait et n'assistait que les enfants mineurs et comme l'Œuvre était créée pour une durée maximum de 21 ans, on en a conclu que l'Œuvre n'avait pas à s'occuper des orphelins de guerre nés après le 11 novembre 1918, puisque ces enfants n'auraient pas atteint leur majorité au moment où l'Œuvre serait dissoute.

Les Gouvernements qui se sont succédé au pouvoir depuis 1918 ont toujours refusé à l'Œuvre les subsides nécessaires pour assister ces orphelins de guerre, ce qui a eu pour effet que, parfois dans une même famille, des enfants étaient assistés et d'autres pas, suivant qu'ils étaient nés avant ou après le 11 novembre 1918.

Le nouveau texte que nous vous proposons évitera, à l'avenir, toute discussion sur cet objet.

*
**

L'article 2 de la proposition précise dans sa première partie la compétence de l'O.N.O.G. et son champ d'action.

L'Œuvre est tout d'abord chargée du patronage et de l'assistance matérielle au bénéfice des orphelins des victimes civiles et militaires des deux guerres.

Elle a rempli cette mission pour tous les orphelins des victimes civiles et militaires de la guerre 1914-1918.

Elle avait commencé à le faire pour ceux de la guerre 1940-1945 lorsque, par une décision en date du 13 novembre 1942 du Secrétaire Général du Ministère de l'Intérieur et de la Santé Publique, le patronage et l'assistance matérielle aux orphelins des victimes militaires de la guerre 1940-1945 furent confiés à l'Office de renseignements et d'aide aux Familles de militaires (O.R.A.F.) créé le 14 décembre 1940.

A la libération, les bénéficiaires de l'O. R. A. F. sont devenus ceux du service social de l'Armée.

Comme le dit très bien l'exposé des motifs de la pro-

minderjarige kinderen, wier vader of, in geval van vooroverlijden van den vader, de moeder of de kostwinner omgekomen is of zou omgekomen zijn ten gevolge van een door de bevoegde overheden aan den oorlog toegeschreven oorzaak, in plaats van: de minderjarige kinderen wier... omgekomen zijn door oorlogsfeiten.

De Commissie was van meening, dat de 4^{de} alinea van het eerste artikel van het voorstel dat aanvangt met de woorden: « Worden insgelijks daarmede gelijkgesteld » kon worden weggelaten, op voorwaarde van aan de 2^{de} alinea van hetzelfde artikel, na de woorden « de minderjarige kinderen » de woorden « zelfs deze geboren uit huwelijken aangegaan na 11 November 1918 » toe te voegen.

De Commissie heeft zich afgevraagd waarom het noodig was te spreken over minderjarige kinderen geboren uit huwelijken aangegaan na 11 November 1918.

Ziehier waarom:

Artikel 3 van de wet van 15 Juni 1919 bepaalde, dat het N. W. O. W. uiterlijk op 31 December 1939 zou worden ontbonden.

Daar het slechts de minderjarige kinderen beschermde en bijstond en daar het Werk opgericht werd voor een maximumduur van 21 jaar, heeft men daaruit besloten, dat het Werk zich niet moest inlaten met de na 11 November 1918 geboren oorlogsweezen, vermits deze kinderen hun meerderjarigheid niet zouden hebben bereikt op het oogenblik dat het Werk zou ontbonden zijn.

De Regeeringen die zich sedert 1918 aan het bewind hebben opgevolgd, hebben steeds de noodige toelagen aan het Werk geweigerd om deze oorlogsweezen bij te staan, hetgeen ten gevolge heeft gehad dat, soms in éénzelfde gezin zekere kinderen werden bijgestaan en andere niet, naarmate zij vóór of na 11 November 1918 geboren werden.

De nieuwe tekst dien wij U voorstellen zal in de toekomst iedere betwisting dienaangaande vermijden.

*
**

Artikel 2 van het voorstel bepaalt in zijn eerste deel de bevoegdheid van het N. W. O. W. en zijn actiegebied.

Het Werk wordt, in de eerste plaats, belast met het toezicht op en den materiëelen onderstand van de weezen der burgerlijke en militaire slachtoffers van beide oorlogen.

Het heeft die taak vervuld voor alle weezen van de burgerlijke en militaire slachtoffers van den oorlog 1914-1918.

Het was er mede begonnen voor die van den oorlog 1940-1945, wanneer door een beslissing van 13 November 1942 van den Secretaris-Generaal van het Ministerie van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid het toezicht op en den materiëelen onderstand van de weezen van de militaire slachtoffers van den oorlog 1940-1945 werden toevertrouwd aan het Hulp- en Informatiebureau voor Gezinnen van Militairen (H. I. G. M.), dat op 14 December 1940 werd opgericht.

Bij de bevrijding, nam de Sociale Dienst van het leger de taak van het H. I. G. M. over.

Zooals in de toelichting van het U voorgelegde wetsvoor-

position de loi qui vous est soumise, une unité d'action et de direction pour tout ce qui concerne l'assistance aux orphelins des victimes civiles et militaires des deux guerres s'impose.

Et cela pour des raisons financières et surtout sociales. Il faut diminuer les frais généraux, éviter les doubles emplois et les abus.

Il faut surtout éviter d'établir plusieurs catégories d'orphelins de la guerre plus ou moins privilégiés, ce qui a pour effet d'aggraver ceux de ces enfants victimes d'une sorte de complexe d'infériorité.

L'O.N.O.G. s'est acquittée parfaitement de la mission qui lui a été confiée pour tous les orphelins de la guerre 1914-1918.

Elle fera de même pour tous les orphelins de la guerre 1940-1945.

L'Œuvre reçoit également la mission de patronner et d'assister matériellement les veuves et les ascendants des victimes civiles et militaires des deux guerres.

La seconde partie de l'article 2 et l'article 3 stipulent dans quelles conditions l'action d'aide matérielle de l'Œuvre peut être accordée à tous ces bénéficiaires.

**

L'article 4 de la proposition règle le contrôle des recettes et des dépenses de l'Œuvre.

**

Avant de clôturer ce rapport, il nous a paru intéressant de donner quelques renseignements sur l'activité de l'O.N.O.G. depuis sa création.

Au cours des années 1915 à 1939, le total des orphelins dont l'Œuvre a assumé le patronage s'est élevé à 30.757, dont 61,45 % d'orphelins de militaires et 38,55 % d'orphelins de civils.

Des assistances matérielles de toute nature dévolues aux protégés avaient absorbé, au 31 décembre 1939, une somme de 170.620.000 francs.

Les frais de fonctionnement de l'Œuvre n'ont atteint que 9,90 % des dépenses totales pendant toute la durée de l'Institution.

Pendant toute la durée de la guerre, et surtout depuis la libération, l'O.N.O.G. a poursuivi son action de patronage et d'assistance.

Voici la population des protégés de l'Œuvre au 31 décembre 1946 :

1.091 orphelins de guerre 1914-1918.

7.176 orphelins de guerre 1940-1945 sans les orphelins des victimes militaires.

10.474 veuves et ascendants dont 55 % sont assistés.

Les deux aspects principaux de l'activité de l'O.N.O.G. sont :

stel zoo goed wordt gezegd, is eenheid in de werking en de leiding voor alles wat de hulpverlening betreft aan de weezen van de burgerlijke en militaire slachtoffers der beide oorlogen volstrekt geboden.

Dit wegens financieele, maar vooral wegens maatschappelijke redenen. De algemeene onkosten moeten worden verminderd, en de onnoodige kosten en misbruiken vermeden.

Vooral moet worden vermeden, dat verschillende categorieën van min of meer bevoorrechte oorlogsweezen zouden ontstaan, wat ten gevolge zou hebben, dat sommige door een soort minderwaardigheidscomplex zouden worden verbitterd.

Het N. W. O. W. heeft zich op uitstekende wijze gekweten van de taak die het voor alle oorlogsweezen van 1914-1918 werd toevertrouwd.

De weezen van den oorlog 1940-1945 mogen op dezelfde toewijding rekenen.

Het Werk heeft eveneens tot opdracht, de weduwen en de bloedverwanten in de opgaande linie van de burgerlijke en militaire slachtoffers van beide oorlogen te beschermen en hun materieele hulp te verleen.

Het tweede deel van artikel twee en artikel drie bepalen onder welke voorwaarden die materieele hulp van het Werk aan die begunstigden kan worden verleend.

**

Artikel 4 van het voorstel regelt de controle op de ontvangsten en de uitgaven van het Werk.

**

Alvorens dit verslag te besluiten, scheen het ons belangwekkend toe, eenige inlichtingen te verstrekken over de werking van het N. W. O. W. sedert zijn oprichting.

Tijdens de jaren 1915 tot 1939, beliep het aantal weezen waarvan het Werk de bescherming op zich heeft genomen, 30.757, waarvan 61,45 % weezen van militairen en 38,55 % weezen van burgers.

Tot op 31 December 1939, werd aan de beschermelingen materieele hulp van allen aard verleend voor een bedrag van 170.620.000 frank.

Tijdens gansch den duur van zijn bestaan, beliepen de kosten voor de werking van het Werk slechts 9,90 % van de gezamenlijke uitgaven.

Tijdens gansch den duur van den oorlog, en vooral sedert de bevrijding, heeft het N. W. O. W. zijn actie van bescherming en hulpverlening voortgezet.

Ziehier het aantal beschermelingen van het Werk op 31 December 1946 :

1.091 oorlogsweezen van 1914-1918.

7.176 oorlogsweezen van 1940-1945, zonder de weezen van de militaire slachtoffers.

10.474 weduwen en bloedverwanten in de opgaande linie, van wie 55 % worden bijgestaan.

De bedrijvigheid van het N. W. O. W. is vooral van tweevoudigen aard :

I. — *L'assistance morale et sociale.*

Dans toutes les communes, un ou plusieurs visiteurs assurent un contact permanent et pratique avec les familles protégées.

Mais c'est surtout le service d'assistance sociale qui a pris un développement considérable et, pendant l'année 1946 seule, les personnes chargées de ce service ont visité 3.357 familles d'orphelins de la guerre et 1.502 veuves et ascendants sans enfants.

II. — *L'orientation et la préparation professionnelles.*

Pendant l'année 1946, 302 séances d'orientation professionnelle ont été organisées au cours desquelles 2.359 enfants furent examinés.

Durant la même année, 1.469 enfants ont obtenu des subsides à titre d'intervention dans les frais de leurs études ou de leur apprentissage.

A cette fin, 3.367.360 francs ont été dépensés par l'O.N.O.G. en 1946.

**

Quand une Œuvre a derrière elle un passé comme celui-là nous devons évidemment mettre tout en œuvre pour que son existence continue.

**

Votre Commission, à l'unanimité, a voté la proposition de loi, ainsi que le présent rapport.

Le Rapporteur,

J. DESCAMPE.

La Présidente,

Isabelle BLUME.

I. — *Moreele en maatschappelijke bijstand.*

In alle gemeenten zorgen een of meer bezoekers voor een bestendige en praktische voeling met de beschermde gezinnen.

Maar het is vooral de dienst voor maatschappelijke hulpverleening die een groote uitbreiding heeft genomen; alleen al in den loop van het jaar 1946 hebben de personen die met dien dienst belast zijn, 3.357 gezinnen van oorlogsweezen bezocht en 1.502 weduwen en bloedverwanten in de opgaande linie zonder kinderen.

II. — *Beroepskeuze en beroepsopleiding.*

In 1946 werden 302 zittingen voor beroepskeuze gehouden, tijdens dewelke 2.359 kinderen werden onderzocht.

Tijdens hetzelfde jaar hebben 1.469 kinderen toelagen ontvangen als tegemoetkoming in de kosten van hun studiën of van hun opleiding.

Met dit doel gaf het N. W. O. W. in 1946, 3.367.360 fr. uit.

**

Wanneer een Werk kan bogen op een verleden als hierboven beschreven, moeten wij het ons tot een plicht rekenen alles in het werk te stellen om het bestaan er van verder te verzekeren.

**

Uw Commissie heeft het wetsvoorstel, alsmede dit verslag, eenstemmig goedgekeurd.

De Verslaggever,

J. DESCAMPE.

De Voorzitster,

Isabelle BLUME.

TEXTE PROPOSE PAR LA COMMISSION.

ARTICLE PREMIER.

L'article premier de la loi du 15 juin 1919 instituant l'Œuvre Nationale des Orphelins de la Guerre est modifié et complété comme suit :

« Sont réputés orphelins de guerre, pour l'application »
 » de la présente loi, les enfants mineurs, y compris ceux »
 » nés de mariages contractés après le 11 novembre 1918, »
 » dont le père, ou, en cas de prédécès du père, la mère »
 » ou le soutien de famille a succombé ou viendrait à suc- »
 » comber par suite d'une cause imputée à la guerre par »
 » les autorités compétentes.

« Sont assimilés à ces orphelins, les enfants nés ou con- »
 » çus avant la fin de la guerre dont le père, la mère ou »
 » le soutien de famille se trouve dans l'impossibilité de »
 » gagner normalement sa vie, par suite d'une incapacité »
 » totale ou partielle de travail résultant de blessures, ma- »
 » ladies ou infirmités occasionnées ou aggravées par les »
 » faits de guerre.

« Il n'est fait aucune distinction entre les orphelins des »
 » victimes civiles de la guerre et les orphelins de mili- »
 » taires ».

ART. 2.

Le deuxième alinéa de l'article 2 de la loi du 15 juin 1919 tel qu'il a été complété par la loi du 23 décembre 1939 est remplacé par le texte suivant :

« L'Œuvre Nationale des Orphelins de la Guerre est »
 » chargée du patronage et de l'assistance matérielle au »
 » bénéfice des orphelins, des veuves et des ascendants »
 » des victimes civiles et militaires de la guerre 1914-1918 »
 » et de la guerre de 1940-1945.

« L'action d'aide matérielle de l'Œuvre Nationale est »
 » limitée aux orphelins, veuves et ascendants dont les »
 » ressources sont insuffisantes.

« En cas de remariage, les revenus professionnels et »
 » autres du nouveau conjoint entrent également en ligne »
 » de compte dans l'évaluation des ressources de famille »
 » de l'ayant droit ».

ART. 3.

Il est introduit à la loi du 15 juin 1919 un article 2bis ainsi conçu :

« Les veuves et les ascendants visés à l'article 2 ne »
 » pourront être assistés par l'Œuvre Nationale que si le »

TEKST VOORGESTELD DOOR DE COMMISSIE.

EERSTE ARTIKEL.

Artikel 1 der wet van 15 Juni 1919 houdende oprichting van het Nationaal Werk voor Oorlogsweezen wordt gewijzigd en aangevuld als volgt :

« Worden beschouwd als oorlogsweezen, voor de toe- »
 » passing van deze wet, de minderjarige kinderen met »
 » inbegrip van diegene geboren uit een na 11 November »
 » 1918 gesloten huwelijk, wier vader of, in geval van »
 » vooroverlijden van den vader, wier moeder of kost- »
 » winner omgekomen is of zou omgekomen zijn ten ge- »
 » volge van een door de bevoegde overheden aan den »
 » oorlog toegeschreven oorzaak.

« Worden met deze weezen gelijkgesteld, de kinderen »
 » geboren of verwekt vóór het einde van den oorlog, wier »
 » vader, moeder of kostwinner in de onmogelijkheid ver- »
 » keert om op normale wijze in zijn levensbehoeften te »
 » voorzien, wegens een geheele of gedeeltelijke onge- »
 » schiktheid tot werken voortvloeiende uit verwondin- »
 » gen, ziekten of lichaamsgebreken, veroorzaakt of verer- »
 » gerd door oorlogshandelingen.

« Er wordt geen onderscheid gemaakt tusschen de »
 » weezen der burgerlijke oorlogsslachtoffers en de wee- »
 » zen der militairen. »

ART. 2.

De tweede alinea van artikel 2 der wet van 15 Juni 1919, zooals zij werd aangevuld bij de wet van 23 December 1939, wordt vervangen door volgende tekst :

« Het Nationaal Werk voor Oorlogsweezen wordt be- »
 » last met het toezicht op en den materieelen onderstand »
 » van de weezen, weduwen en bloedverwanten in de op- »
 » gaande linie van de burgerlijke en militaire slachtoffers »
 » van den oorlog 1914-1918 en van den oorlog 1940-1945.

« De actie voor materiele hulp van het Nationaal Werk »
 » wordt beperkt tot de weezen, weduwen en bloedver- »
 » wanten in de opgaande linie wier geldmiddelen ontoe- »
 » reikend zijn.

« In geval van tweede huwelijk, komen de beroeps- en »
 » andere inkomsten van den nieuwen echtgenoot eveneens »
 » in aanmerking voor de schatting van de gezinsinkomsten »
 » van den rechthebbende. »

ART. 3.

In de wet van 15 Juni 1919 wordt een artikel 2bis ingelascht luidend als volgt :

« De weduwen en de bloedverwanten in de opgaande »
 » linie bedoeld bij artikel 2, kunnen slechts dan door het »

» mari ou bien le fils ou la fille est décédé ou vient à
 » décéder des suites de faits de guerre ou d'une affection
 » directement imputable à la guerre et pour autant qu'ils
 » soient ou qu'ils deviennent titulaires, de ce chef, d'une
 » pension ou d'une allocation par application des lois
 » coordonnées sur les pensions militaires ou sur la répa-
 » ration des dommages aux victimes civiles de la guerre. »

ART. 4.

Le deuxième alinéa de l'article 9 de la loi du 15 juin 1919 est supprimé et remplacé par les dispositions ci-après :

« Le comptable soumet pour approbation, avant le
 » 15 février, au Ministre qui a dans ses attributions l'ad-
 » ministration de l'assistance publique, le compte des
 » recettes et des dépenses de l'année précédente. Ce
 » compte devra être établi en triple expédition, accom-
 » pagné de toutes les pièces justificatives. Il sera ensuite
 » transmis, avant le 15 mars, au contrôle de la Cour des
 » Comptes, à l'intervention du Ministre des Finances.
 » L'Œuvre Nationale désignera un comptable justicia-
 » ble de la Cour des Comptes ».

ART. 5.

Les mots : « et au plus tard le 31 décembre 1947 » in-
 trodus par l'article premier de l'arrêté-loi du 8 juillet
 1946 à la première phrase de l'article 3 de la loi du
 15 juin 1919, seront remplacés par les mots : « et au plus
 tard le 31 décembre 1966 ».

» Nationaal Werk worden bijgestaan, wanneer de echt-
 » genoot ofwel de zoon of de dochter overleden is of
 » komt te overlijden ten gevolge van oorlogshandelingen
 » of van een rechtstreeks aan den oorlog toe te schrij-
 » ven kwaal en voor zoover ze dienvolgens genieten
 » of recht hebben op een pensioen of een vergoeding, bij
 » toepassing van de samengeordende wetten op de mili-
 » taire pensioenen of op de schadevergoeding aan de bur-
 » gerlijke oorlogsslachtoffers. »

ART. 4.

Alinea 2 van artikel 9 der wet van 15 juni 1919 wordt
 afgeschaft en vervangen door volgende bepalingen :

« De rekenplichtige legt, vóór 15 Februari, aan den
 » Minister, die het beheer van den openbaren onderstand
 » onder zijn bevoegdheid heeft, den staat van inkomsten
 » en uitgaven van het vorig jaar ter goedkeuring voor. Die
 » staat moet in triplo opgemaakt en vergezeld zijn van
 » alle bewijsstukken. Vervolgens wordt hij vóór 15 Maart,
 » langs den Minister van Financiën aan het Rekenhof ter
 » controle overgemaakt.
 » Het Nationaal Werk wijst een rekenplichtige aan, die
 » tegenover het Rekenhof verantwoordelijk is. »

ART. 5.

De woorden « en uiterlijk op 31 December 1947 » inge-
 lascht bij artikel 1 der besluitwet van 8 juli 1946 in den
 eersten volzin van artikel 3 der wet van 15 juni 1919, wor-
 den vervangen door de woorden « en uiterlijk op 31 De-
 cember 1966 ».